ENQUÊTE-FLASH du METI

Simplification des normes européennes applicables aux ETI

Janvier/Février 2025

CONTEXTE

La Commission européenne débute son mandat avec **une ambition de simplification inédite** : si les dernières années ont donné lieu à un véritable tsunami normatif (notamment : nouvelles obligations déclaratives issues du Pacte Vert telles que CSRD, CS3D), la nécessité de réduire significativement le poids de la réglementation sur les entreprises européennes fait de plus en plus consensus.

Le METI alerte depuis plusieurs années sur l'impact de la surenchère normative sur la compétitivité des ETI et, plus largement, sur la compétitivité du tissu économique français et européen. Alors que la Commission européenne vient de présenter sa "boussole de compétitivité", nous sommes convaincus qu'il faut se saisir pleinement de l'opportunité qui se présente aujourd'hui pour simplifier, drastiquement et rapidement, l'environnement dans lequel évoluent les entreprises du *Mittelstand* européen.

C'est pourquoi **le METI a conduit, du 30 janvier au 6 février 2025, cette enquête-flash après des 1200 ETI de son réseau** afin d'identifier leurs priorités de simplification s'agissant des grands textes européens adoptés ces dernières années ou en préparation.

SYNTHESE DES RÉSULTATS

Les textes européens jugés les plus complexes par les ETI sont :

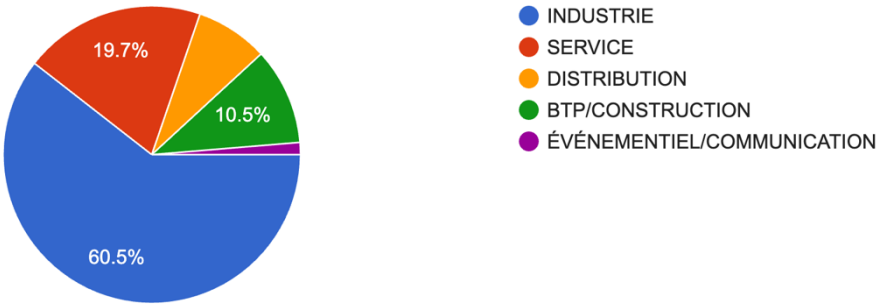
1. **La CSRD** (100% des ETI la jugent complexe) – à simplifier en priorité pour 84% des ETI
2. **La CS3D** (97%) – à simplifier en priorité pour 82% des ETI
3. **Le Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre** (SEQE-UE ; 97%)
4. **La Directive relative aux émissions industrielles** (IED ; 96%)
5. **La Directive sur les allégations environnementales** (96%)

En outre, **96%** des ETI jugent prioritaire la simplification du Règlement contre la déforestation et la dégradation des forêts (RDUE).

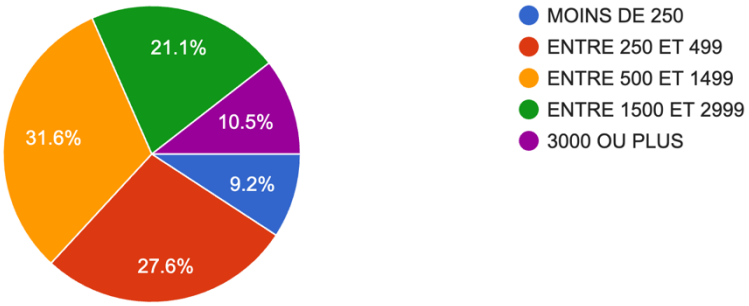
Ces résultats confirment que **les corpus normatifs européens récents, associés principalement à la mise en œuvre du Pacte Vert, ont engendré un choc de complexité massif pour les ETI** : 7 textes sur 15 sont jugés complexes par au moins 9 ETI sur 10 et le texte « le moins complexe », la Directive sur le détachement des travailleurs, est malgré tout jugé complexe par 3 ETI sur 4. Ces textes, qu'ils soient adoptés ou en cours d'adoption, **concentrent aussi la plus forte attente en matière de simplification**. Il est à noter que certaines directives, bien que jugées complexes, semblent moins urgentes à réviser pour les ETI (par exemple : Directive sur les allégations environnementales), soulignant que l'enjeu n'est pas uniquement la complexité mais aussi **l'impact concret, du surcoût engendré, sur la compétitivité des ETI.**

CARTE D’IDENTITÉ DES ETI REPONDANTES

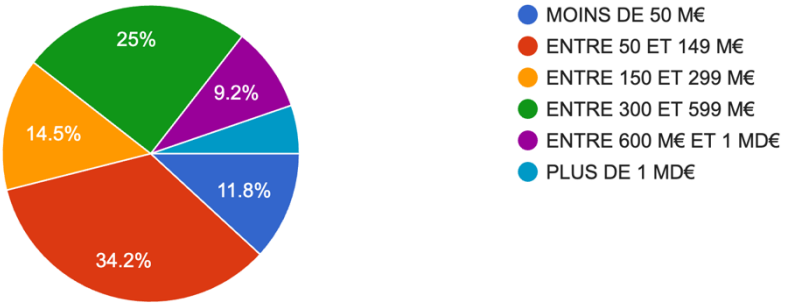
Secteur d’activité



Nombre de salariés



CA réalisé en 2024

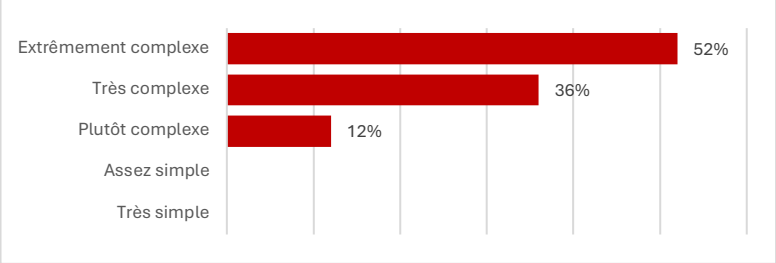


COMPLEXITE DES CORPUS NORMATIFS POUR LES ETI (PAR ORDRE DECROISSANT)

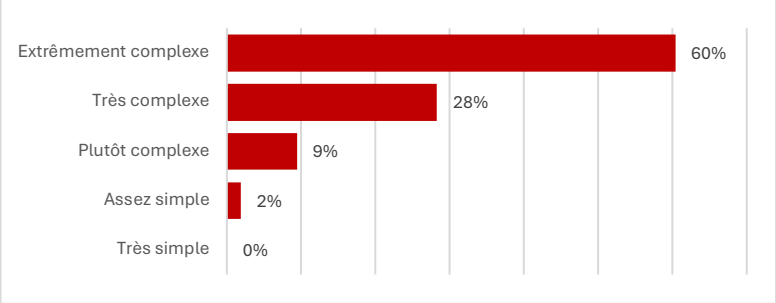
Question posée : Pour chacun des corpus normatifs suivants, comment évaluez-vous sa complexité pour votre entreprise (actuelle ou à venir) ?

N.B. L'astérisque indique un texte non adopté ou non transposé.

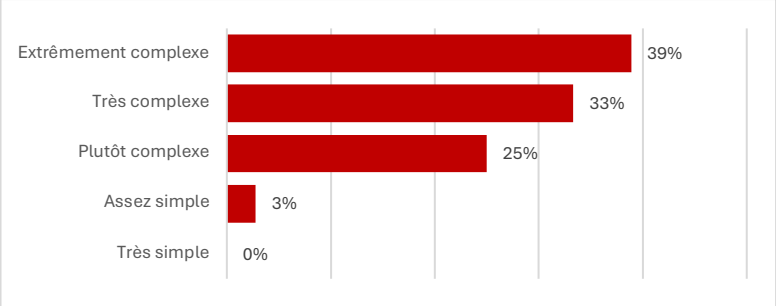
1. **Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) :**
   100% des ETI la jugent complexe



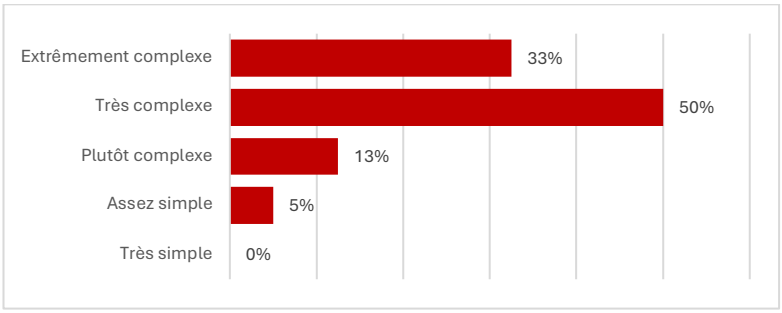
2. **Corporate Sustainability Due Diligence Directive (CS3D)* :**
   97% des ETI la jugent complexe



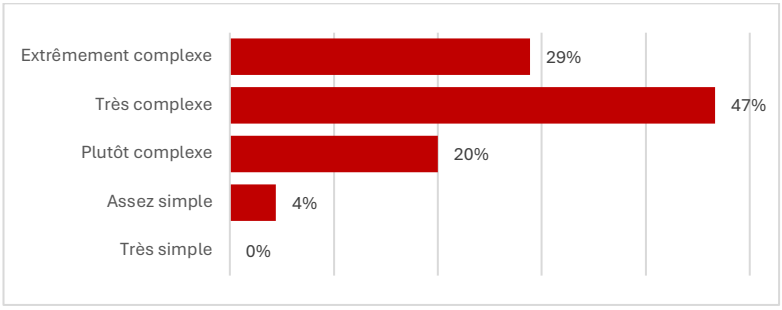
3. **Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SEQE-UE) :**
   97% des ETI le jugent complexe



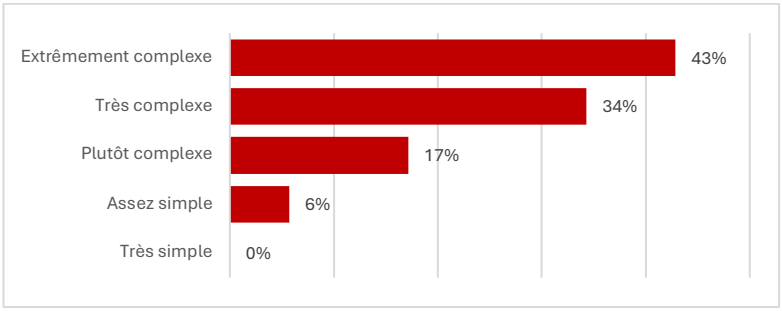
4. **Directive relative aux émissions industrielles (IED) :**
96% des ETI la jugent complexe



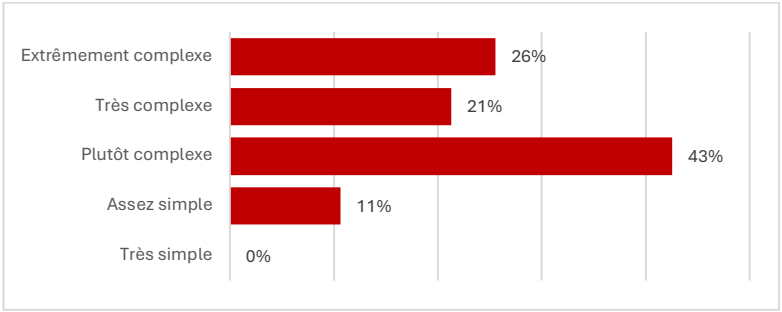
5. **Directive sur les allégations environnementales* :**
96% des ETI la jugent complexe



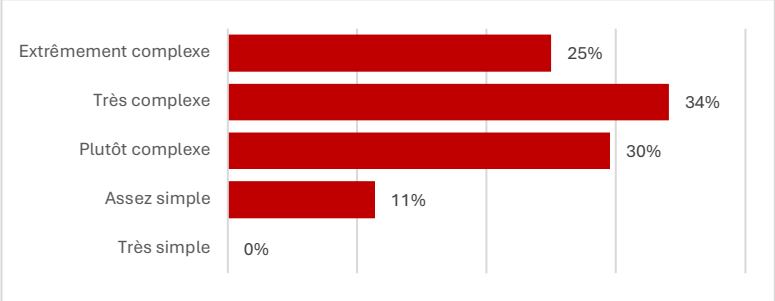
6. **Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) :**
94% des ETI le jugent complexe



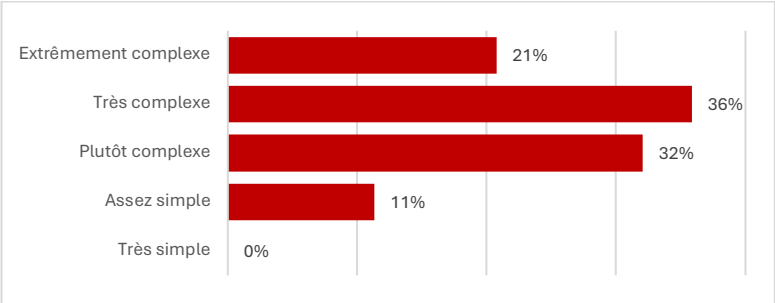
7. **Règlement REACH (Registration, Evaluation, Authorization and Restriction of Chemicals) :**
90% des ETI le jugent complexe



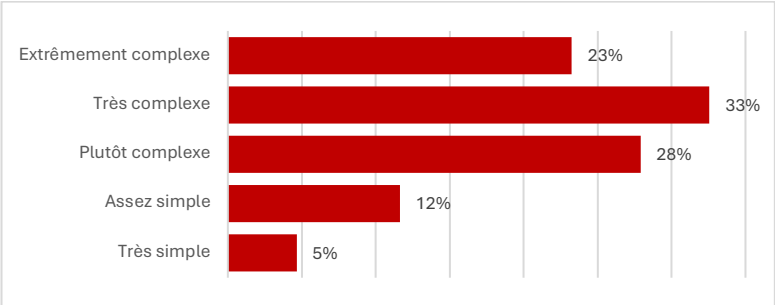
8. **Règlement sur l'écoconception des produits durables (ESPR)* :**
89% des ETI le jugent complexe



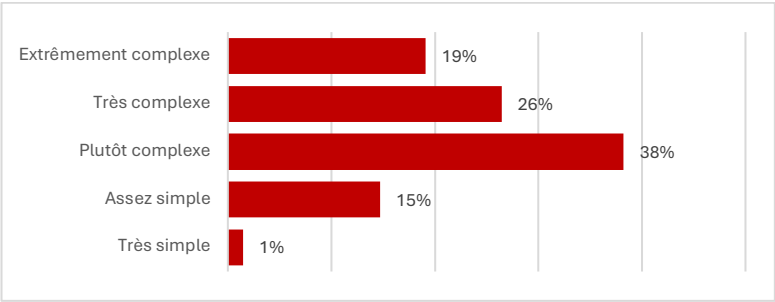
9. **Règlement sur la gestion des emballages et des déchets d'emballage (PPWR) :**
89% des ETI le jugent complexe



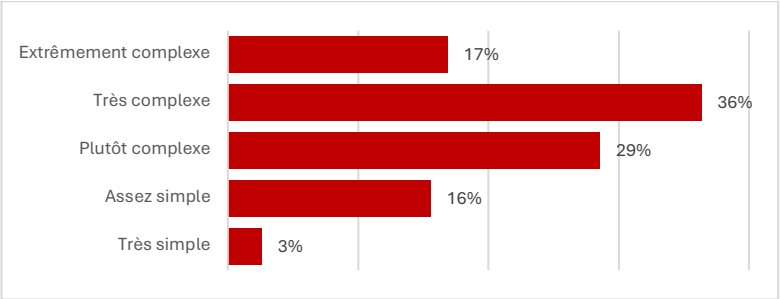
10. **Directive sur les plastiques à usage unique :**
84% des ETI la jugent complexe



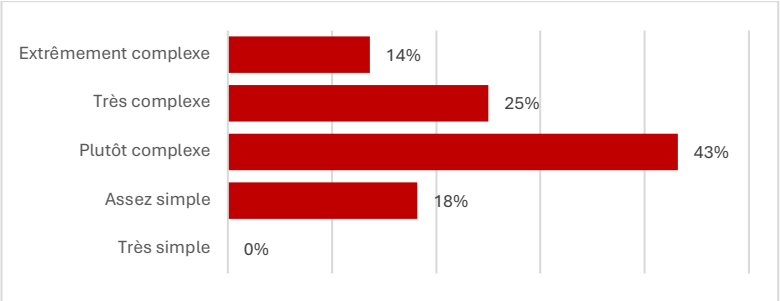
11. **Directive sur la transparence des rémunérations :**
83% des ETI la jugent complexe



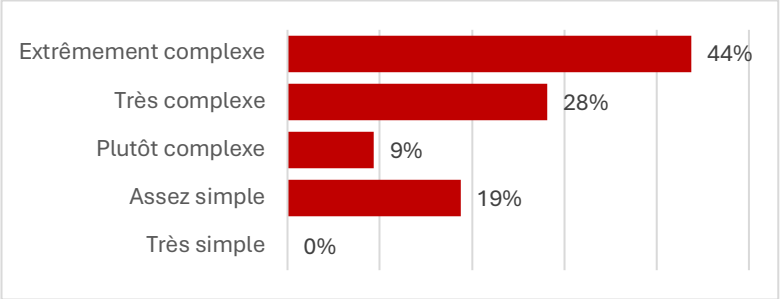
12. **Règlement général sur la protection des données (RPGD) :**
82% des ETI le jugent complexe



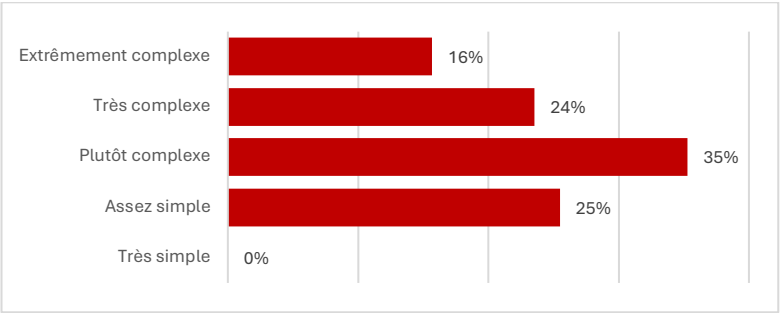
13. **Directive TVA à l'ère numérique (ViDA)* :**
82% des ETI la jugent complexe



14. **Règlement contre la déforestation et la dégradation des forêts (RDUE)* :**
81% des ETI le jugent complexe



15. **Directive sur le détachement des travailleurs :**
75% des ETI la jugent complexe

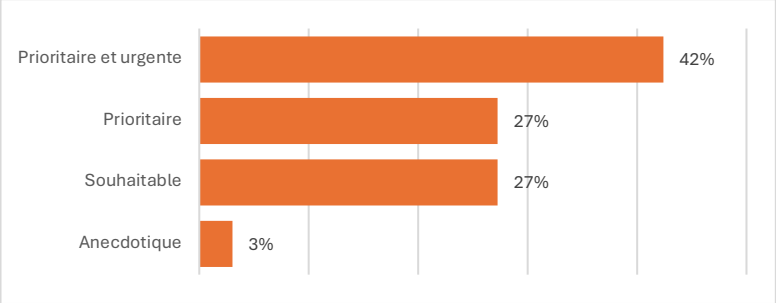


PRIORITES DE SIMPLIFICATION POUR LES ETI (PAR ORDRE DECROISSANT) :

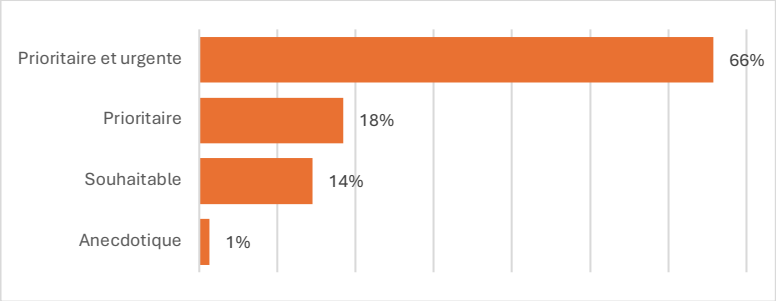
Question posée : Pour chacun des corpus normatifs suivants, diriez-vous que sa simplification serait… ?

N.B. L'astérisque indique un texte non adopté ou non transposé.

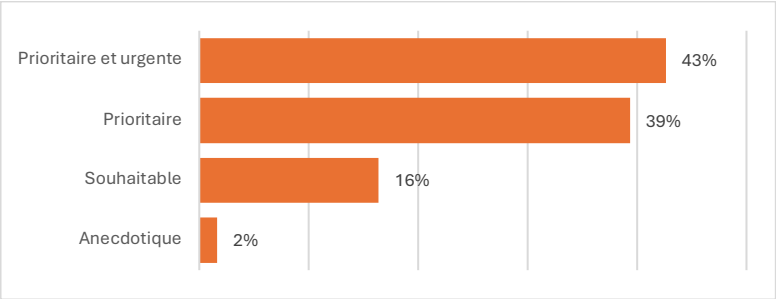
1. **Règlement contre la déforestation et la dégradation des forêts (RDUE)* :**
   96% des ETI jugent sa simplification prioritaire



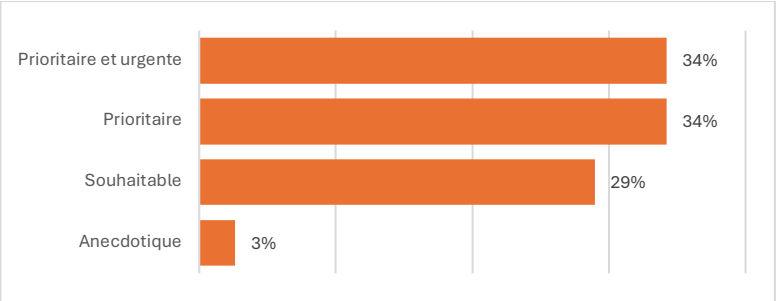
2. **Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) :**
   84% des ETI jugent sa simplification prioritaire



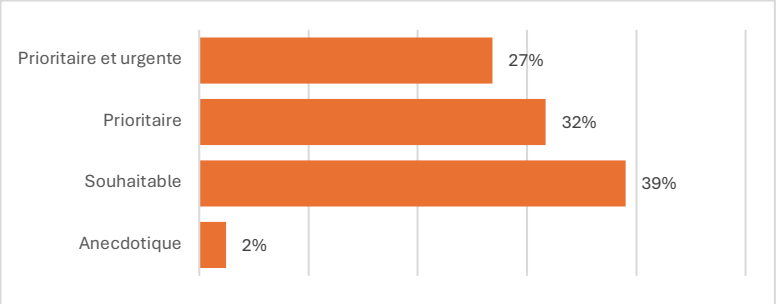
3. **Corporate Sustainability Due Diligence Directive (CS3D)* :**
   82% des ETI jugent sa simplification prioritaire



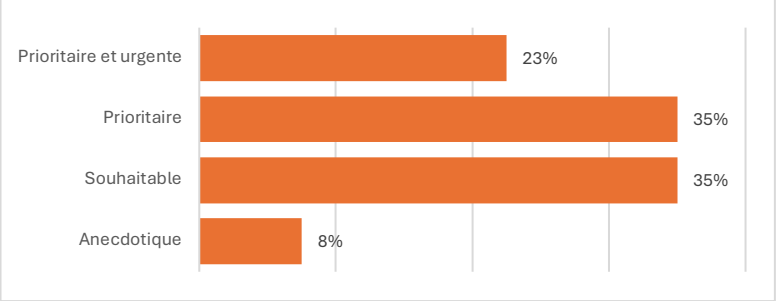
4. **Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) :**
   68% des ETI jugent sa simplification prioritaire



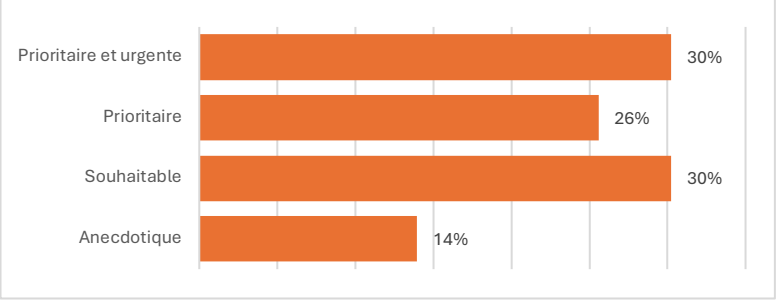
5. **Directive relative aux émissions industrielles (IED) :**
   59% des ETI jugent sa simplification prioritaire



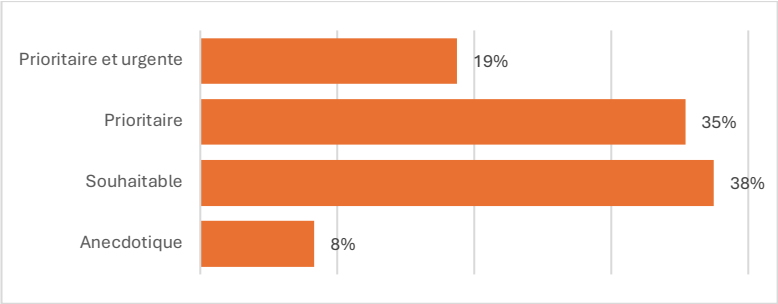
6. **Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SEQE-UE) :**
   58% des ETI jugent sa simplification prioritaire



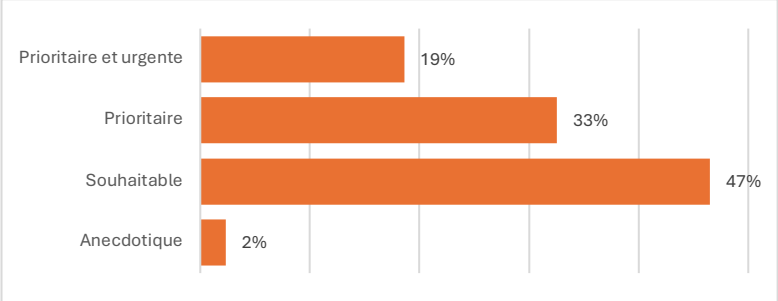
7. **Directive sur les plastiques à usage unique :**
   56% des ETI jugent sa simplification prioritaire



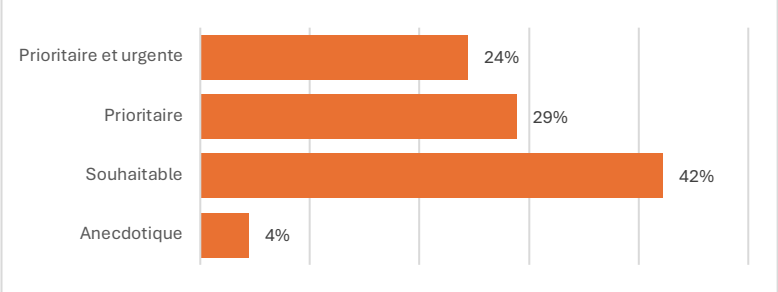
8. **Règlement sur la gestion des emballages et des déchets d'emballage (PPWR) :**
   54% des ETI jugent sa simplification prioritaire



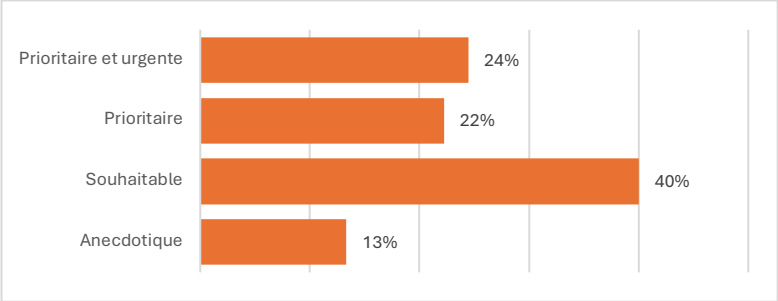
9. **Règlement sur l'écoconception des produits durables (ESPR)* :**
   52% des ETI jugent sa simplification prioritaire



10. **Directive sur les allégations environnementales* :**
    53% des ETI jugent sa simplification prioritaire

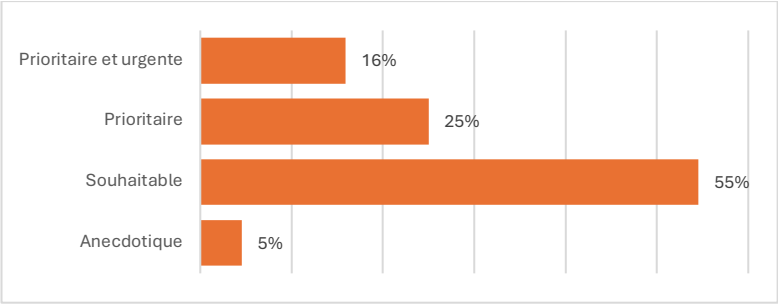


11. **Règlement REACH (Registration, Evaluation, Authorization and Restriction of Chemicals):**
    46% des ETI jugent sa simplification prioritaire



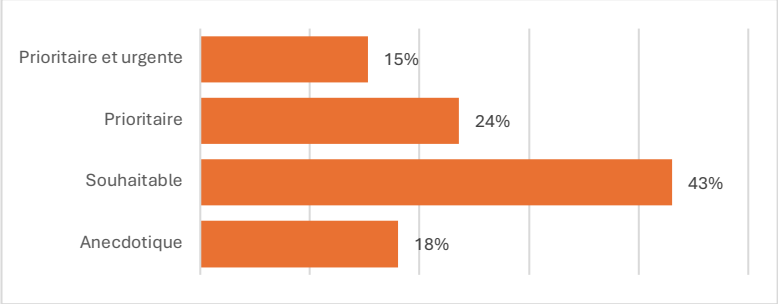
12. **Directive TVA à l'ère numérique (ViDA)* :**

41% des ETI jugent sa simplification prioritaire



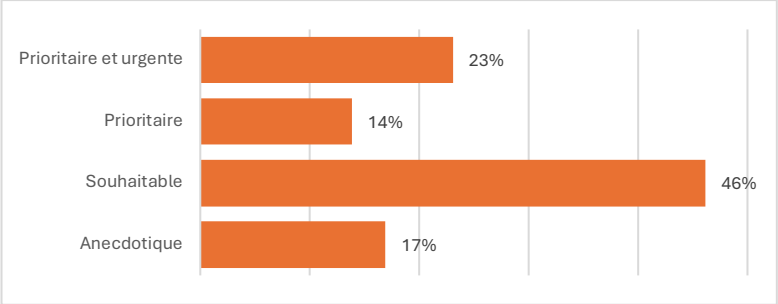
13. **Règlement général sur la protection des données (RPGD) :**

39% des ETI jugent sa simplification prioritaire



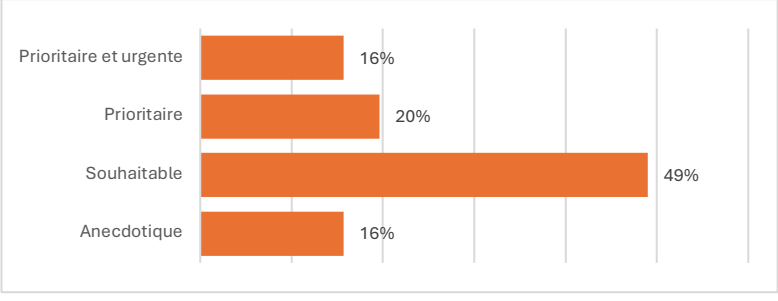
14. **Directive sur la transparence des rémunérations :**

37% des ETI jugent sa simplification prioritaire



15. **Directive sur le détachement des travailleurs :**

36% des ETI jugent sa simplification prioritaire.



D'autres corpus à simplifier en priorité ont été mentionnés, parmi lesquels : la Directive relative au traitement des eaux résiduaires urbaines ; le Règlement sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier (DORA).